

1 La guerre de 1870

- 1.1 Premières défaites
 - 1.1.1 La bataille de Wissembourg-Geisberg
 - 1.1.2 La bataille de Woerth-Froeschwiller
- 1.2 Le siège de Strasbourg
- 1.3 Le siège de Belfort

2 Le traité de Francfort

- 2.1 L'armistice
- 2.2 17 février 1871 : protestation à Bordeaux
 - 2.2.1 Les élections du 8 février 1871
 - 2.2.2 La protestation de Bordeaux
 - 2.2.3 Les préliminaires de paix
- 2.3 10 mai 1871 : le traité
- 2.4 « Reichsland Elsass-Lothringen »
- 2.5 L'option

3 De la germanisation à la conciliation : 1873-1880

- 3.1 1873 : La germanisation à outrance
- 3.2 La constitution de 1874
- 3.3 1879 : Erwin von Manteuffel et la conciliation
- 3.4 L'évolution de la vie politique

4 1880-1910 : l'essor économique

- 4.1 Strasbourg
- 4.2 Les mutations économiques
- 4.3 Naissance d'un réseau bancaire régional
- 4.4 Les avancées sociales
 - 4.4.1 Lois particulières du Reichsland Elsaß-Lothringen
 - 4.4.2 Principales dispositions administratives, issues des lois antérieures à 1870
- 4.5 L'essor des villes

5 1885-1911 : le raidissement

- 5.1 1885 : la lutte antifrançaise
- 5.2 1893 : l'heure des gouvernementaux
- 5.3 1897 : l'heure des Autonomistes

6 La vie artistique et culturelle

- 6.1 Une vie culturelle riche
- 6.2 L'essor de la vie associative
- 6.3 Une vie artistique foisonnante
- 6.4 Les mutations religieuses

7 1911-1914 : vers la guerre

- 7.1 1911 : le « Parlement d'Alsace-Lorraine »
- 7.2 1913 : von Forstner et les « Wackes » de Saverne

8 La première guerre mondiale

- 8.1 Entre deux feux...
- 8.2 La dictature militaire
- 8.3 Les opérations militaires
 - 8.3.1 La bataille de la Tête des Faux
 - 8.3.2 La bataille du Linge
 - 8.3.3 Le Hartmannswillerkopf, « Vieil Armand »
- 8.4 La fin du conflit

La guerre de 1870

➤➤➤ Premières défaites

Le 19 juillet, La France déclare officiellement la guerre à la Prusse. L'Alsace se trouve sur le chemin de la réunification allemande, forgée par Bismarck et Guillaume I « par le fer et le sang », et qui, après Sadowa, veulent conclure un grandiose projet dont la province sera la victime expiatoire face à un Napoléon III trop sûr et totalement dépassé...

- 5 Le 4 août l'offensive prussienne est lancée sur Wissembourg : Les Allemands anéantissent la division du général Douay. Le 6 août, c'est la bataille de Fröschwiller : Mac Mahon est défait. Les charges des cuirassiers de Michel à Morsbronn et de Bonnemains à Elsasshausen (*les célèbres « cuirassiers de Reichshoffen »*) ne procurent qu'un répit passager pour favoriser la retraite des Français.

La bataille de Wissembourg-Geisberg

- 10 Afin de protéger la voie de chemin de fer Strasbourg-Haguenau-Bitche-Metz, le maréchal de Mac Mahon installe ses troupes autour de Haguenau, et le 2 août fait occuper par le général Douay les hauteurs de Wissembourg (plateau du Geisberg), Weiler et le col du Pigeonnier. Pour la forme, car, d'après les rapports, il ne pense pas que l'ennemi « soit en force dans les environs pour entreprendre quelque chose de sérieux dans l'immédiat » (rapport du colonel commandant le 96^e régiment d'infanterie). Douay détache un seul bataillon pour stationner dans la ville même. Il dispose en tout de 8 000 hommes sur les 15 000 prévus, beaucoup de troupes n'ayant pas atteint leur effectif de guerre...

Douay met en place son dispositif le 3 août dans la nuit, alors que les autorités locales le préviennent de la présence d'importants éléments ennemis dans les environs : 30 000 Prussiens viennent de quitter Landau.

Le 4 Douay envoie des patrouilles de reconnaissance au-delà de la Lauter. Elles reviennent à 6 heures, sans avoir vu d'ennemi, alors qu'un corps de Bavaois se trouve positionné à Schweigen avec son artillerie... Au même moment le corps d'armée du général von Werder entre dans le territoire français à Lauterbourg sans rencontrer de résistance et se dirige vers Wissembourg sans être repéré. Vers 8 h 15 l'artillerie allemande ouvre le feu sur la ville depuis Schweigen et les Bavaois attaquent la ville par le nord. Rapidement, les combats font rage à Altstadt et sur la Lauter : les Bavaois sont tenus à distance alors que le Geisberg qui domine la ville coté sud est mis en état de défense.

Rapidement, le Geisberg est pris sous le feu de l'artillerie allemande. Les canons français, très inférieurs, sont bientôt réduits au silence. Alors qu'au nord les Bavaois tentent de pénétrer dans Wissembourg, arrivé de Lauterbourg, un second corps bavaois et deux corps prussiens montent à l'assaut du Geisberg, de front et par le flanc gauche. Vers 10 heures, Douay se rend compte qu'il s'agit non d'une escarmouche, mais d'une attaque en règle menée par un ennemi dont les forces sont très largement supérieures. La situation devient rapidement intenable. Pour sauver sa division, Douay décide d'effectuer la retraite vers le col du Pigeonnier, afin de rejoindre la division Ducrot installée à Lembach. À 11 heures, Abel Douay est tué par un éclat d'obus. Le général Pellé prend le commandement et ordonne la retraite, ne disposant d'aucun renfort. Il laisse au Geisberg la brigade du général Montmarie et le bataillon de Liaud à Wissembourg pour retarder l'ennemi et permettre une retraite en bon ordre. À 14 heures, menacé d'encerclement dans le château de Geisberg et violemment bombardé, Montmarie parvient à se replier sur la ferme de Schafsbuch où il laisse ses blessés avant de se replier sur Haguenau. Liaud quant à lui est totalement encerclé dans la ville. Les Allemands détruisent la porte de Landau et pénètrent dans la ville. Le maire fait hisser le drapeau blanc, et la garnison dépose les armes. À 15 heures, tout est terminé.

Mac Mahon qui a assisté à la fin de la bataille du haut du col du Pigeonnier, décide de ramener les 1^e et 2^e divisions vers la position de Woerth – Froeschwiller qui coupe les directions de Saverne et de Bitche. Cette première bataille perdue montre la faillite du commandement français, particulièrement celle de Mac Mahon, et la très large supériorité de l'armée allemande auquel les Français ne peuvent opposer que l'héroïsme de leurs soldats d'infanterie, Zouaves, tirailleurs algérien et Turcos...

La bataille de Woerth-Froeschwiller

Après la défaite du Geisberg à Wissembourg le 4 août, l'armée française se rassemble sur la rive droite de la Sauer. Le 5 août, le Maréchal de Mac-Mahon pense livrer bataille au plus tôt le 7, car il attend le 5^e corps d'armée du général de Faily afin de combiner une action retardatrice voire une contre offensive contre l'ennemi qui lui aussi a besoin de temps pour se porter à la hauteur des Français.

Or un mélange de quiproquos, une série d'escarmouches puis d'initiatives audacieuses vont déclencher la bataille une journée plus tôt, surprenant aussi bien l'État major français que le chef de la III^e armée allemande, Frédéric Guillaume de Prusse. Malheureusement pour Mac Mahon, la bataille est perdue d'avance : il ne dispose en effet que de 45 000 hommes face à un adversaire qui lui oppose 100 000 combattants et dispose d'une réserve de 45 000 hommes...

Le 6 août au matin, vers 7 h 30, le général Walther de Montbarry qui commande les avant postes du V^e corps d'armée prussien, fait ouvrir le feu sur Woerth sur un petit détachement de la cavalerie française qui mène ses chevaux boire dans la Sauer. S'ensuit une série de combats ponctuels, alors que le Kronprinz cherche à faire décrocher ses forces. Croyant en effet à une réaction française, les Bavaois font marche en avant et arrivent à la lisière du bois de Froeschwiller, à la soudure de la division Raoul et de la division Ducrot, laquelle déchaîne son artillerie. Simultanément, à 4 km au sud, le général de Lartigue, alerté lui aussi par les tirs, déploie sa 4^e division d'infanterie. Entendant, vers 8 h 30, la canonnade de Ducrot, il décide de faire bombarder et enlever par ses chasseurs la Brückmühle près de Gunstett.

Les choses deviennent sérieuses lorsque vers 9 heures, le chef d'état-major du V^e corps d'armée, le colonel von der Esch, constatant que les Bavaois sont accrochés au nord, et craignant qu'ils ne se fassent bousculer, engage son corps d'armée, sans même en référer à son chef, le général von Kirchbach. Met en batterie 108 pièces prussiennes contre les 48 canons et 12 mitrailleuses disposées sur les hauteurs de Froeschwiller. Rapidement, l'artillerie française, impuissante, décroche et se retire et à 11 heures, les positions françaises sont pilonnées par 156 bouches à feu. La 3^e division française est écrasée et les Prussiens parviennent à franchir la Sauer. Si toutes les attaques allemandes sont repoussées, peu à peu, l'armée française perd du terrain.

Le Kronprinz engage l'ensemble de toutes ses forces et engage à 13 heures une manœuvre d'encerclement par le sud : à 13 h 30, à Morsbronn, les troupes françaises sont contraintes de reculer dans le bois de Niederwald. C'est alors qu'à lieu la première charge de la cavalerie française, celle de Michel : elle est stoppée dans les rues étroites de Morsbronn par les Prussiens supérieurs et nombre et en matériel. C'est un désastre, et les troupes françaises décrochent.

Au centre, manquant de renforts et menacées coté sud, les troupes françaises reculent et se replient sur Elsasshausen. Une seconde charge de cavalerie, celle de Bonnemaïn, tente de desserrer l'étau prussien : c'est un nouveau désastre. Elsasshausen est enlevé vers 15 h 45. Reste Froeschwiller : les fameux Zouaves et les Turcos opposent une forte résistance et parviennent même à faire reculer les Bavaois. Mais l'ennemi est par trop supérieur et à 16 heures, les Français sont refoulés dans Froeschwiller. La réserve tente une contre attaque en direction d'Elsasshausen, parvient à reprendre son artillerie, mais est alors engagée par les Allemands venant du bois de Niederwald. Les Français se retirent du plateau, se replient sur Froeschwiller d'où ils finissent par décrocher. À 17 heures, le village est aux mains des Allemands et la bataille s'achève. L'armée française bat en retraite vers la Lorraine, abandonnant l'Alsace.

Des deux cotés, Les pertes sont terribles :

- **coté allemand** : 489 officiers, 10 153 sous-officiers et hommes tués, blessés ou disparus.
- **coté français** : 760 officiers, près de 11 000 tués ou blessés et 9 000 prisonniers.

La bataille de Froeschwiller reste dans les annales militaires le symbole de l'héroïsme français, notamment celui des fameux « cuirassiers de Reichshoffen » (Reichshoffen étant ce jour-là le siège de l'État Major de Mac Mahon), héroïsme vain et inutile d'une armée inférieure en hommes et surtout en matériel, qui parvint malgré tout à tenir toute une journée et à permettre la retraite en bon ordre du gros de l'armée française.

Pour l'armée allemande, le prochain objectif est Strasbourg.

➤➤ Le siège de Strasbourg

La forteresse de Strasbourg est, avec celle de Metz, considérée comme une des places les mieux défendues de France. L'armée de Werder est forte de 40 000 hommes ; elle se concentre principalement au nord ouest de la ville ainsi qu'à l'est, à Kehl, toute la zone sud étant inondée grâce au barrage Vauban. La ville est défendue par 17 000 soldats sous les ordres du général Jean Urich, et dispose de 250 canons.

Le 15 août, von Werder (**« von Mörder » pour les Strasbourgeois**) prend le commandement du siège de la place forte et déploie ses troupes autour de la ville. Il dispose désormais 60 000 hommes et d'une artillerie de siège forte de 34 batteries alors qu'à Kehl sont déployées 6 batteries. Les Allemands mettent leur dispositif en place entre le 15 et le 22 août.

Mais von Werder, conscient de la valeur symbolique de la capture rapide de la ville, refuse l'option du siège, certes plus humaine, mais beaucoup trop longue à ses yeux. Il décide de passer à l'action dès le début en bombardant les fortifications et la ville, certain que rapidement, les bourgeois demanderaient au général Urich de capituler rapidement.

Le 23 août, l'artillerie allemande commence le bombardement de la Citadelle qui en 24 heures reçoit 1 285 obus. Le 24 août, le bombardement s'étend à l'ensemble de la ville après un contre bombardement de l'artillerie française. Le centre ville est dévasté, la cathédrale est touchée et la bibliothèque incendiée. Le 26, à la demande de l'évêque de Strasbourg, von Werder fait cesser le bombardement de 4 heures à 12 heures. Puis il reprend et ne cessera plus.

Voyant que le bombardement ne produit pas l'effet escompté, von Werder décide l'attaque de la ville par le nord-ouest et décide de travaux d'approches et faisant aménager 3 parallèles. Le 11 septembre, la garnison apprend par une délégation de volontaires suisses la défaite de Sedan. La ville est désormais livrée à elle-même.

Le 18 septembre une brèche est ouverte dans la lunette 53 des fortifications de la ville alors que la commission municipale de Strasbourg demande au général Urich d'entrer en contact avec le roi de Prusse pour traiter de la capitulation. À cette date, quelques 60 000 obus sont tombés sur la ville. Mais les combats se poursuivent sur les fortifications jusqu'au 27, date à laquelle les Allemands s'apprêtent à donner l'assaut final. Ce jour du 27 septembre, à 17 heures, le général Urich fait hisser le drapeau blanc sur la flèche de la cathédrale et sur les bastions 11 et 12. Le pilonnage de l'artillerie allemande cesse immédiatement.

Le 28, une convention est conclue à Koenigshoffen à 2 heures du matin. À 8 heures, la citadelle, les portes Nationale, Austerlitz et des Pêcheurs sont évacuées. La garnison est prisonnière de guerre. Les gardes nationaux et les francs-tireurs sont désarmés et restent libres. Le lieutenant-général von Ollech est nommé gouverneur militaire de la place forte tandis que le général von Werder est nommé commandant du XIV^e corps d'armée qui a la tâche de s'emparer du reste de l'Alsace.

Les pertes civiles atteignent 261 tués et environ 1 100 blessés. Les pertes militaires, s'élèvent à 310 tués, 2 076 blessés et 55 disparus pour une garnison de 19 730 hommes. Côté allemand, on dénombre 181 tués, 724 blessés et 44 disparus. Du point de vue matériel, Strasbourg a souffert : 202 112 obus ont frappé la capitale alsacienne, soit en moyenne 5 770 obus par jour. Le jour de la capitulation, on dénombre 10 000 personnes sans abri. De nombreux monuments sont touchés : la cathédrale, le musée, l'hôtel de la préfecture, le théâtre, le palais de justice, le temple neuf, le gymnase protestant, l'hôtel de l'état major, la gare ferroviaire, la bibliothèque dont une grande partie de la collection a brûlé (Hortus deliciarum). Après le siège, les anciennes fortifications de la ville ne seront pas relevées mais condamnées à être détruites. Une nouvelle enceinte urbaine sera dressée à l'ouest.

➤➤ Le siège de Belfort

Le 20 octobre Sélestat est investie, bombardée et se rend après quatre jours : la ville a reçu 10 000 obus qui ont tué une cinquantaine de personnes. Elle se rend avec ses 2 000 hommes et ses 120 canons. Le 11 novembre Neuf-Brisach se rend après 33 jours de siège et de bombardement, avec 5 000 hommes et 108 canons.

Reste Belfort. Position stratégique de premier ordre située entre Vosges et Jura, la ville constitue le dernier rempart avant l'invasion du centre de la France par les armées allemandes qui pourraient prendre en tenaille les forces françaises établies en Lorraine et Champagne. Le colonel Denfert-Rochereau, nommé gouverneur de la place forte entreprend dès les premières défaites françaises l'édification de fortifications supplémentaires pour compléter efficacement les fortifications de Vauban.

Le 3 novembre, les troupes allemandes du général von Werder et du général von Tresckow investissent les pourtours de la ville, mais se heurtent à une très vive résistance. Pendant plus d'un mois, la garnison de Belfort fait de nombreuses sorties, appuyée par son artillerie à longue portée dont le feu très efficace oblige les Allemands à se tenir loin de leur objectif et souvent à évacuer des villages investis. De plus, l'hiver est particulièrement rigoureux.

À partir du 3 décembre cependant, les premiers obus allemands tombent dru sur la ville. Mais une violente riposte de la garnison interrompt le bombardement, qui ne reprend que le 13. La conquête par les Allemands de quelques fortins et de certaines positions leur permet de reprendre le feu, de façon intensive et quasi continue, d'autant qu'arrivent de nouveaux canons et qu'à partir de janvier, une épidémie de typhus et de variole ravage les rangs des défenseurs.

Le 16 janvier, une armée française, commandée par Bourbaki, parvient à enfoncer les troupes allemandes, obligeant von Werder à desserrer son étreinte sur Belfort. Mais Bourbaki, surestimant son adversaire, après avoir repoussé une contre offensive des Badois le 17, ordonne la retraite le 18, au lieu de profiter de l'avantage évident de la situation. C'en est fait de la ville.

Avec des troupes renforcées et du matériel supplémentaire, von Tresckow intensifie le siège et le 27, sûr de sa victoire, lance une offensive contre la redoute des Perches, principale appui des assiégés : l'attaque coûte la vie à 500 de ses hommes, et il doit se résoudre à une avance beaucoup plus lente, tranchée par tranchée. La redoute ne tombe que le 8 février, ouvrant l'accès à l'attaque directe du château. L'issue du siège est désormais jouée.

Mais les opérations sont suspendues à l'annonce de l'armistice général le 15 février. Le 18 Denfert-Rochereau reçoit un ordre exprès du gouvernement de la Défense nationale, présidé par Thiers, lui intimant l'ordre de rendre les armes. Après 103 jours d'une héroïque résistance, la garnison quitte la ville, la tête haute et les armes à la main.

Sur les 17 700 hommes de la garnison, 4 750 ont été tués, ainsi que 336 belfortains. La ville est terriblement éprouvée par les bombardements. Les Allemands ont quant à eux 2 000 tués.

La résistance héroïque de Belfort lui vaudra, ainsi que son arrondissement, de rester au sein de la communauté française.

Le traité de Francfort

»» L'armistice

Le 18 janvier 1871, Bismarck proclame dans la Galerie des Glaces de Versailles, l'unité du Reich allemand. Le 28 janvier, Paris capitule et signe l'armistice pour une durée de quatre semaines. Une Assemblée nationale est élue dans la foulée, à laquelle participent les Alsaciens. Elle désigne Adolphe Thiers comme « chef du gouvernement exécutif de la République française. Sa première mission est de préparer le traité de paix définitif avec l'empire allemand. Adolphe Thiers se rend avec Jules Favre au château de Versailles, où réside provisoirement l'empereur allemand Guillaume 1^{er}, pour discuter du futur traité avec von Moltke, son chef d'état-major, et Bismarck, son chancelier. Pour les Allemands, la cession des deux départements alsaciens est une revendication incontournable, l'Alsace étant une ancienne terre du « Saint Empire germanique » conquise deux siècles plus tôt par Louis XIV.

À la demande expresse du chef d'état-major von Moltke, les Français se voient réclamer aussi Metz et la Lorraine du nord bien que ces terres de culture française n'aient aucun motif d'appartenir à l'Allemagne. Bismarck aurait été enclin à abandonner cette revendication, considérant avec justesse qu'elle empêcherait à jamais toute réconciliation entre les deux pays.

Le chancelier ajoute aux revendications territoriales une indemnité de guerre chiffrée à six milliards de francs de l'époque (somme colossale). L'indemnité est réduite à cinq milliards (en bon bourgeois, Thiers confiera plus tard que s'il est toujours possible de récupérer des provinces perdues, les milliards envolés le sont à jamais !) Il est convenu que les troupes d'occupation se retireront à mesure que sera versée l'indemnité.

Aux termes d'épuisantes négociations, Thiers obtient que la place forte de Belfort, âprement défendue par Denfert-Rochereau soit conservée à la France en échange du droit pour les Allemands de défilé à Paris à partir du 1^{er} mars 1871 et jusqu'à la ratification du traité par les élus français. Le 18 février 1871, sur ordre du gouvernement de la Défense Nationale de Paris, le commandant de la place de Belfort Denfert se rend aux Prussiens. Keller, député de Belfort, restera la seule voix de l'Alsace au Parlement français.

»» 17 février 1871 : protestation à Bordeaux

Les élections du 8 février 1871

Entre temps, le 8 février 1871 les Alsaciens déjà occupés sont autorisés, car encore français, à élire la nouvelle assemblée nationale siégeant à Bordeaux. Ils élisent en masse des « Gambettistes » favorables à la continuation de la lutte et au maintien de l'Alsace dans le giron français, au delà des clivages politiques qui séparent ces hommes : le clérical Keller, le démocrate Kuss, Gambetta, Jules Favre, Denfert, le préfet Grosjean, soit en tout 22 députés francophiles...

La protestation de Bordeaux

En pleine négociation de paix, le 17 février, Keller proteste contre la volonté du gouvernement français de « Lâcher » l'Alsace-Lorraine, « comme Alsacien et comme Français, contre un traité qui est... une injustice, un mensonge et un déshonneur. Il réitère sa protestation le 1^{er} mars. Mais Thiers est intraitable. Même la mort subite de Kuss, terrassé par une crise cardiaque à Bordeaux le 1^{er} mars 1871

et les grandioses funérailles que lui font les Strasbourgeois n'y changent rien. Une importante partie de la bourgeoisie alsacienne francisée décide d'émigrer en France. L'autre partie reste en Alsace et se livre à une propagande anti-germanique violente, qui, répercutée en France donnera aux Français une vision très déformée de la situation en Alsace.

Protestation lue à Bordeaux le 1^{er} mars 1871, à la tribune de l'Assemblée Nationale, par le député Grosjean, au nom des 27 députés Alsaciens et Lorrains :

« Les représentants de l'Alsace et de la Lorraine ont déposé, avant toute négociation de paix, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, une déclaration affirmant de la manière la plus formelle, au nom de ces deux provinces, leur volonté et leur droit de rester françaises. Livrés, au mépris de toute justice et par un odieux abus de la force, à la domination de l'étranger, nous avons un dernier devoir à remplir. Nous déclarons encore une fois nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à tous et à chacun dans la forme et dans la mesure que notre conscience nous dictera. Au moment de quitter cette enceinte où notre dignité ne nous permet plus de siéger, et malgré l'amertume de notre douleur, la pensée suprême que nous trouvons au fond de nos coeurs est une pensée de reconnaissance pour ceux qui, pendant six mois, n'ont pas cessé de nous défendre, et d'inaltérable attachement à la patrie dont nous sommes violemment arrachés. Nous vous suivrons de nos vœux et nous attendrons, avec une confiance entière, dans l'avenir, que la France régénérée reprenne le cours de sa grande destinée. Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France, absente de leurs foyers, une affection filiale, jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. »

Les préliminaires de paix

Le 26 février 1871 la France signe les préliminaires de paix acceptant l'annexion par le Reich de l'Alsace et d'une partie de la Moselle. En France, la consternation le dispute à la résignation et à la révolte. Sitôt l'accord en poche, Jules Favre et Adolphe Thiers se rendent à Bordeaux et obtiennent de l'Assemblée nationale qu'elle ratifie dans l'urgence le document. C'est chose faite (83% de oui) le dimanche 2 mars, soit un jour tout juste après la date prévue pour le défilé de la victoire des troupes allemandes. À la grande irritation de l'empereur Guillaume I, de von Moltke et de Bismarck, seuls quelques bataillons d'avant-garde ont le temps de défiler dans la capitale endeuillée, devant les statues de la place de la Concorde recouvertes d'un voile noir.

Protestation lue à Bordeaux le 1^{er} mars 1871, à la tribune de l'Assemblée Nationale, par le député Grosjean, au nom des 27 députés Alsaciens et Lorrains.

➤➤ 10 mai 1871 : le traité

Le traité de Francfort du 10 mai 1871 cède aux vainqueurs la totalité de l'Alsace (hors Belfort et les villages de l'actuel Territoire) et un fragment de la Lorraine, soit la majeure partie de la Moselle, la majeure partie des arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg (Meurthe), le canton de Schirmeck et la majeure partie du canton de Saales (Vosges)... « *La France renonce en faveur de l'Empire allemand à tous ses droits et titres sur les territoires situés à l'est de la frontière ci-après désignée... et marquée en vert sur deux exemplaires conformes à la carte du territoire formé par le gouvernement général d'Alsace, et publiée à Berlin en septembre 1870 par la division géopolitique et statistique de l'État-major allemand...* ».

Thiers a lâché les Alsaciens. Le seul député qui siège à l'Assemblée reste Keller, élu de Belfort...

»» « Reichsland Elsass-Lothringen »

Le 9 juin 1871, Bismarck fait voter une loi déterminant le statut de l'Alsace au sein de l'Empire : juridiquement l'Alsace est un « Reichsland », une terre d'empire et non un membre à part entière de la fédération qui vient de naître en Allemagne. Elle n'aura de représentation ni au Reichstag ni au Bundesrat. Elle aura un président supérieur, von Moeller qui avait réussi l'assimilation de la Hesse, et des « Kreisdirektöre », équivalents des sous-préfets, tous allemands. Les professeurs de l'enseignement secondaire seront tous allemands, chargés de germaniser à tour de bras, comme devra le faire l'université « impériale » établie en 1872. La « clause de la dictature » (« Diktaturparagraph ») permet de prendre toute mesure d'exception « en cas de danger pour la sécurité publique ». Enfin, tout fonctionnaire de prêter serment au Reich.

En juillet, Les élections municipales portent à la tête de la mairie de Strasbourg Lauth et à celle de Colmar Peyrimhoff, candidats de la « Ligue d'Alsace » fondée par Lalance et Haeffely et refusant l'annexion : Lauth sera démis de ses fonctions et de son mandat de conseiller général début 1873, car il refuse de prêter serment au Reich.

En même temps, naît le « Parti alsacien », issu de la « Ligue d'Alsace ». C'est le parti de la « Protestatio » qui va s'appuyer sur la bourgeoisie, surtout dans le Haut-Rhin, très lié à la République française. En face, naît un parti (ou mouvement, état d'esprit) du « Sauvetag » qui tente de maintenir, dans le cadre de l'annexion, l'esprit français. Entre ces deux termes, la vie publique et politique va s'animer pendant toute la durée de la domination allemande. Jusqu'en 1887, le débat, un des plus intéressants de la vie politique alsacienne va se situer entre « Protestatio » et « Acceptatio », avant que ne faiblisse le mouvement protestataire devant les raidissements de la politique prussienne.

La loi du 06 septembre 1871 proclame que « les provinces d'Alsace et de Lorraine (Moselle), cédées par la France par du dans les limites fixées par le traité de paix du 10 mai 1871, sont à jamais réunies à l'Empire d' Eduard von Moeller (1814-1880) est nommé Oberpraesidium (Président supérieur) ».

»» L'option

L'article 2 du traité de Francfort de 1870, donne aux Alsaciens le choix de rester ou de garder la nationalité française et donc de quitter le territoire annexé. Ce choix devait être fait avant le 30 septembre 1872 (et jusqu'au 30 septembre 1873 pour les résidents hors d'Europe). Ils sont 132 239 au total qui habitent alors en Alsace (12,5% de la population) : 39 130 Bas-rhinois (6,05 %) et 93 109 Haut-rhinois (20,1 %) particulièrement nombreux à Colmar, Mulhouse et dans les cantons catholiques. Parmi eux, un certain Alfred Dreyfus...

Dans les faits, 128 000 Alsaciens-Lorrains (soit environ 8,5% de la population dont 50 000 jeunes gens de 17 à 20 ans) optent pour la France ; 70 000 s'installeront en Algérie.

En 40 ans, sur 1 800 000 habitants en Alsace-Lorraine, 260 000 émigreront vers la France (régions industrialisées), 330 000 vers l'Amérique, alors qu'inversement 400 000 allemands immigreront en Alsace-Lorraine.

De la germanisation à la conciliation : 1873-1880

»» 1873 : La germanisation à outrance

Otto von Bismarck déclare que l'Alsace Lorraine ne pourra jamais bénéficier de l'autonomie interne dont jouissent les 25 autres Länder du II^e Reich : ces provinces annexées constituent plutôt un « Glacis »

nécessaire à la sécurité de l'Allemagne face à la France, dont le redressement économique inquiète le chancelier. Après trois années de tutelle politique, le gouvernement allemand autorise l'élection de 15 députés appelés à siéger au Reichstag, mais uniquement avec voix consultative. Les candidats autochtones protestataires sont tous élus et se font remarquer dès la première séance au Reichstag, le 18 février : Edouard Teutsch, député de Saverne, réclame le retour à la France, alors que Mgr Raess, plus nuancé, réclame l'autonomie. Sont aussi élus Lauth à Strasbourg, Haefely à Mulhouse, Guerber, Simonis...

»» La constitution de 1874

Le 1^{er} janvier 1874, la Constitution de l'Empire d'Allemagne est mise en vigueur en Alsace-Lorraine. Les Alsaciens-Lorrains envoient 15 députés au Reichstag. Le 29 octobre, une délégation régionale est créée (« Landesaußchuss »). Le 02 mai 1877, l'Alsace obtient l'autorisation de délibérer sur les lois à émettre par le Kaiser (l'empereur d'Allemagne). Cette autorisation sera élargie le 04 juillet 1879 au droit de faire des propositions de loi. Un Statthalter, représentant le Kaiser, est nommé à Strasbourg, où il est assisté d'un ministère d'Alsace-Lorraine (un secrétaire d'État, trois sous-secrétaires), deux conseils renouvelés tous les trois ans : la Délégation (élue) 58 membres et le « Staatsrat » (Conseil d'État) 12 à 16 membres nommés par l'empereur.

»» 1879 : et la conciliation

Le « Reichsland Alsace-Lorraine » est doté d'une nouvelle organisation administrative : le gouvernement de ce qui reste une terre d'empire est transféré à Strasbourg et un « Statthalter » est nommé, qui remplace et cumule les fonctions de l'ancien président supérieur. Le Statthalter est assisté de deux assemblées, l'une élue, l'autre nommée : la « Délégation d'Alsace-Lorraine » (58 membres) et le Conseil d'État. Mais le paragraphe de la dictature est maintenu. Le premier Statthalter est Edwin von Manteuffel ; il le restera jusqu'à sa mort en 1885.

»» L'évolution de la vie politique

De 1895 à 1903, on assiste à la création de trois véritables partis modernes qui structurent la vie politique alsacienne :

- **Le courant libéral**, qui regroupe la bourgeoisie, les campagnes protestantes et une partie des Allemands immigrés, est dirigé par Georges Wolf.
- **Le parti catholique**, le Centre (Zentrum), veut influencer la vie de la cité dans un sens chrétien. Implanté surtout dans les régions rurales et le vignoble, c'est un parti de masse bien structuré qui bénéficie du vote confessionnel et qui obtient régulièrement près de 40 % des suffrages exprimés.
- **La social-démocratie**, un des rares produits allemands à faire souche en Alsace, devient la seconde organisation politique de la région. Les leaders sont à la fois des immigrés (Bernhard Böhle) et des Alsaciens (Jacques Peirotes). S'appuyant sur des syndicats et des coopératives, ses bastions se situent dans les centres industriels et les trois grandes villes.

Les élections au Reichstag ont lieu au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours dans 11 circonscriptions. Les premières élections en 1874 sont un raz de marée anti-allemand (78 % des voix). Puis l'opinion évolue vers l'acceptation et l'autonomie. Le vote confessionnel demeure très accentué, alors que les problèmes régionaux disparaissent après 1900 des campagnes électorales. Lors des dernières élections législatives en 1912, le Centre obtient 37 % des suffrages et le parti socialiste 34 %. Le

personnel parlementaire est à forte composante cléricale : 11 prêtres dont 5 siègent plus de vingt ans (Delsor, Joseph Guerber, Simonis, Wetterlé et Winterer). Les laïcs sont surtout des gens de professions libérales et des industriels.

1880-1910 : L'essor économique

Sous le Reichsland l'Alsace connaît une période de formidable essor économique. Les capitaux venus d'autres états de l'Empire contribuent à une industrialisation solide de l'Alsace.

»» Strasbourg :

En 1880 débutent des grands travaux de l'aménagement de nouveaux quartiers de Strasbourg dans le style « Wilhelminien » : entre 1870 et 1918, Strasbourg passe de 85 000 à 180 000 habitants. Le tissu urbain se trouve considérablement changé et les conditions d'habitation tout autant. L'Allemagne tient à montrer sa puissance et ces capacités en premier lieu à Strasbourg, ville-symbole pour elle : celle-ci devra devenir une place forte militaire de premier rang, rayonner du savoir-faire architectural et urbanistique allemand, témoigner du souci de salubrité, doter la ville (qui en a bien besoin) de conditions de circulation modernes.

Quantité de bâtiments de prestige sont édifiés à Strasbourg en un laps de temps assez court : le Kaiserpalast (palais de l'empereur) construit de 1883 à 1887, l'actuelle Bibliothèque Nationale et Universitaire, le Parlement, l'Hôtel des Postes, la Gare Centrale, ainsi que deux églises, Saint-Paul et Saint-Maurice. Sans oublier le Palais Universitaire, la gare, les Hospices Civils étendus et modernisés de façon tout à fait remarquable. Dès 1915, le tramway circule.

De ville essentiellement commerçante qu'elle est en 1870, Strasbourg devient ville portuaire et industrielle. La nouvelle gare relie Strasbourg à l'Allemagne, le port rhénan se développe sur le Rhin en voie de régularisation avec la création du port d'Austerlitz et du Port du Rhin. Le commerce s'en trouve évidemment stimulé, soutenu par les grandes banques. Le gaz et l'électricité éclairent la ville, fournissent l'énergie domestique et industrielle.

La ville aura beaucoup changé aussi en matière de population et de société. Une partie des Strasbourgeois a quitté la ville en 1872 ne voulant pas opter pour l'Empire germanique. Les allemands arrivent en gros « bataillons ». Vers 1900, ils représentent 40% de la population ! Les Allemands dotent aussi la ville d'une nouvelle université qu'ils souhaitent prestigieuse. Mais ce trop d'empressement à vouloir germaniser l'élite strasbourgeoise fait que la greffe prend mal. Dans le même temps, les Allemands construisent aussi des forts destinés à défendre la ville de Strasbourg (14 rive gauche, et 3 rive droite).

En 1908, le Haut-Koenigsbourg reconstruit est inauguré par l'empereur Guillaume II. La restauration de l'ancien château des Thierstein est l'œuvre de l'architecte-archéologue Bodo Ehardt assisté de centaines d'ouvriers. Il utilise aussi, pour son chantier, une technique révolutionnaire du XIX^e siècle, le chemin de fer.

»» Les mutations économiques :

L'annexion en 1871 modifie profondément le développement économique en coupant l'Alsace de son marché français et en l'obligeant à s'adapter à un marché allemand très différent. Or, les milieux d'affaires demeurent massivement hostiles au Reich. Il en résulte de nombreux départs, qui affaiblissent les grandes familles mulhousiennes, entraînant un grave affaiblissement en investissements et en savoir-faire. De 1871 à 1879, au moins 18 entreprises ont été créées par des Alsaciens en France.

Pendant plusieurs décennies, la classe dirigeante industrielle continue à perdre une partie de sa substance du fait de l'émigration de ses fils. Quant aux Alsaciens restés sur place, ils adoptent une attitude réservée, refusant des concours financiers allemands, ce qui les prive des marchés contrôlés par l'État (secteur ferroviaire). D'autres créent une succursale en France (De Dietrich à Lunéville, SACM à Belfort, à l'origine d'Alsthom).

Certains secteurs déclinent après la perte du marché français : chaussons, corderie, chapeaux de paille et draps noirs de Bischwiller. À l'inverse, l'urbanisation et l'élévation du niveau de vie favorisent les branches qui tirent parti de l'accroissement de la consommation des classes populaires ou qui bénéficient d'une avance technologique sur les concurrents : c'est le cas des industries alimentaires. Grâce à la régularisation du Rhin jusqu'à Strasbourg, la ville redevient un port important qui attire plusieurs établissements industriels après 1900.

Les voies ferrées passent de 700 à 1 900 km en 40 ans ; le réseau d'Alsace-Lorraine est alors l'un des plus modernes et denses d'Europe.

Si l'industrie textile connaît un ralentissement dans les tissus imprimés et le coton, la SACM devient un géant européen pour les locomotives et les industries d'équipement se diversifient. Certains artisans prennent une dimension industrielle, comme la minoterie et le foie gras de Strasbourg, alors qu'apparaissent des spécialités nouvelles : conserveries de Léon Ungemach et sucrerie à Erstein (1894).

La production d'électricité prend un essor précoce comme source de lumière et comme force motrice dans les usines et pour les tramways. Les municipalités des principales villes créent une régie dont certaines subsistent encore à l'heure actuelle, comme l'Électricité de Strasbourg et les Usines municipales de Colmar. Mais les équipements sont réalisés par des constructeurs allemands ou suisses.

L'Alsace s'ouvre aux nouvelles industries. L'automobile est développée par Ettore Bugatti, qui fabrique des voitures de sport à Molsheim et par Émile Mathis qui construit des voitures de petite taille à Strasbourg-Meinau. À Mulhouse-Bourzwiller, deux ingénieurs fondent une firme aéronautique qui sera fermée en été 1914. Un ingénieur, W. Boeing, émigre alors aux États-Unis et, en 1916, fonde à Seattle l'entreprise Boeing.

À Mulhouse, Adolphe Braun crée une entreprise de photo qui devient vers 1900 une des plus grandes manufactures de travaux photographiques d'Europe.

En même temps, l'Alsace devient un pays minier. La découverte de pétrole suscite en 1882 une véritable fièvre pétrolière autour de Pechelbronn. Une firme allemande acquiert les entreprises et développe fortement la production, qui atteint 50 000 tonnes en 1913 : cette performance ne sera plus dépassée par la suite. En 1904 est découvert grâce à la ténacité d'une femme, Amélie Zurcher, et d'un homme, Joseph Vogt, un gisement de potasse à Wittelsheim, mais son exploitation demeurera modeste jusqu'en 1918.

Une spécificité régionale est constituée par l'active politique d'équipement des municipalités : avant 1914, elles équipent leur commune d'un réseau d'eau courante, d'électricité et de gaz dans les villes, grâce à des sociétés mixtes pour le gaz, l'électricité et les transports en commun. Il s'agit d'un système original qui s'avère bénéficiaire et qui a le mérite de limiter la pression fiscale.

De son côté, le monde agricole réussit une reconversion, malgré le maintien de petites structures, car les agriculteurs, dont le nombre demeure élevé, assimilent de nombreux progrès techniques, ce qui permet d'augmenter la productivité. La production agricole est réorientée : recul des céréales et de cultures industrielles comme le lin, le chanvre, les oléagineux et la garance, au profit de cultures plus rémunératrices (houblon, betterave à sucre, légumes, fruits, viticulture et élevage) pour un marché urbain en expansion rapide. Entre 1852 et 1910, la valeur de la production agricole double, ce qui permet aux agriculteurs d'améliorer leur niveau de vie moyen.

Le patronat alsacien

Dans les secteurs traditionnels, les familles fondatrices gardent le contrôle des entreprises malgré leur transformation en sociétés anonymes, grâce à une politique de sélection des héritiers. C'est ainsi qu'en 1913, les deux tiers des principales entreprises ont à leur tête des descendants, de la troisième, quatrième ou cinquième génération, des premiers industriels.

Parmi eux Auguste Dollfus (1832-1911), longtemps président de la Société industrielle, qui joue un rôle actif au conseil municipal de Mulhouse, et Théodore Schlumberger (1840-1917), qui introduit en Alsace l'industrie de la soie artificielle. Député de 1900 à 1907, il intervient activement dans les débats relatifs aux transports et à la politique douanière.

La diversification industrielle favorise l'émergence de nouvelles familles et de quelques fortes personnalités. Alfred Herrenschmidt (1828-1917), acteur essentiel de la période, fonde en particulier la Société générale alsacienne de banque. Léon Ungemach (1844-1928) crée une grande entreprise de conserves et la cité Ungemach (pavillons pour personnes de revenus modestes ayant au moins trois enfants) à Strasbourg. Quant à André Kiener (1856-1928), il lance à Colmar l'un des plus vastes complexes textiles en Alsace.

»» Naissance d'un réseau bancaire régional :

Alors qu'en 1870 le réseau bancaire demeure limité à quelques banques familiales et à deux succursales de la Société générale, le patronat, soucieux de préserver son indépendance face aux banques allemandes, crée dans les années 1870 plusieurs établissements importants : Banque de Mulhouse, Banque d'Alsace et de Lorraine, Sogenal (Société générale alsacienne de banque) et Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine, qui remplace la Caisse des dépôts et consignations. Ces banques connaissent un vif essor et soutiennent les entreprises régionales.

Ce réseau bancaire est bientôt complété par un puissant mouvement coopératif de crédit rural et de banques populaires venant d'Allemagne. À partir de 1882 se répandent les caisses Raiffeisen, qui s'inscrivent dans la mouvance du christianisme social catholique et qui prennent en 1945 le nom de Crédit mutuel. En 1914 on en recense 471 en Alsace, soit dans plus de la moitié des communes, auxquelles s'ajoutent 226 caisses d'une fédération concurrente, le « Revisionsverband », d'inspiration protestante. Ces deux mouvements aident le monde rural à régler le problème lancinant de l'endettement paysan.

Entre 1832 et 1840, l'Alsace était en tête pour la création de caisses d'épargne (elle en compte 18). Entre 1880 et 1914, celles-ci bénéficient d'une formidable vague de créations, leur nombre passant de 18 à 69 ; elles s'implantent dans un certain nombre de gros villages et de petites villes. Leur régime est modernisé par la loi de 1912, qui leur accorde le libre emploi total des fonds collectés. Après 1919, les caisses ne conservent jusqu'en 1999 que le libre emploi de la moitié des fonds collectés, en les mettant au service des collectivités territoriales et des particuliers, l'autre moitié allant à la Caisse des dépôts et consignations.

»» Les avancées sociales

Les Alsaciens bénéficient aussi d'avancées sociales sans précédent et sans équivalent pour l'époque : assurance maladie (1883), protection contre les accidents du travail (1885), assurance vieillesse (1885). Le régime des associations (1908), comme celui des assurances maladies est encore en vigueur de nos jours en Alsace et en Lorraine thioise, et est encore plus avantageux que le système français.

Lois particulières du Reichsland Elsaß-Lothringen :

- enseignement obligatoire (1872),
- chasse (1881),
- caisses de maladie obligatoires (1883),
- loi cadastrale (1884), assurance accidents obligatoire (1884),
- assurance invalidité - vieillesse obligatoire (1889),
- loi municipale (1895), chambre de commerce (1897),
- code professionnel (1900), loi sur les associations (1908),
- aide sociale et domicile de secours (1908),
- code des assurances sociales (1911), travail des mineurs et repos dominical,
- organisation de la justice.

Principales dispositions administratives, issues des lois antérieures à 1870

Abrogées en France entre 1870 et 1918, elles restent en vigueur en Alsace comme faisant partie du droit local :

- **Régime foncier** : terres et constructions immatriculées dans un livre foncier où sont mentionnés : propriétaire, usufruit, hypothèque et indications cadastrales.
- **Régime des tutelles** : l'époux survivant reste seul tuteur légal sous la surveillance du juge des tutelles ; en cas de décès des 2 époux, le juge des tutelles nomme un tuteur (souvent du côté paternel). Pas de subrogé tuteur ni d'obligation de vendre le patrimoine pour le convertir en placements de l'État.
- **Assurances sociales** : remboursements et régimes de retraites plus avantageux que dans le reste de la France. Depuis 1889, assurance obligatoire pour les accidents agricoles : cotisation reposant sur les salaires payés en agriculture (taux 5 %) ; employés forestiers : selon la valeur cadastrale forestière par commune, cotisation prélevée sur le produit annuel de la location chasse, complément perçu par un % sur le salaire (taux 11 %) ; pour les gardes-chasse : taux 6,6% du salaire brut.
- **Maintien du bilinguisme.**
- **Régime particulier des associations.**
- **Loi de chasse locale.**
- **Concordat religieux** : écoles primaires confessionnelles ; un crucifix figure toujours dans la cour d'assises ; le clergé des 3 principales religions est payé par l'État ; direction des cultes à Strasbourg ; lendemain de Noël et vendredi saint chômés.
- **Droit commercial** : dispositions particulières.
- **Notaires** : assermentés et nommés par le ministre de l'intérieur ; ils ne peuvent conserver dans leurs coffres liquidités et titres de leurs clients (ils doivent être versés dans un établissement bancaire).
- **Circulation à droite des trains** sauf ligne Mulhouse-Paris ; près de l'ancienne frontière franco-allemande, un « saut-de-mouton » permet le passage de gauche à droite.
- **Indemnité de difficultés administratives** pour les personnels civils de l'État [*montant non modifié depuis le décret (17-9-1946)*].

➤➤ L'essor des villes :

La population a connu une profonde mutation, avec d'importants flux migratoires vers la France et les États-Unis et un exode rural provoqué par des campagnes surpeuplées et affectées par la longue dépression des années 1875-1895.

Les départs n'ont été compensés qu'en partie par une arrivée massive d'Allemands. Ceux-ci représentent, avec leurs enfants nés en Alsace, un sixième de la population en 1910. Ils se fixent en priorité dans les trois grandes villes et les cercles ruraux du Bas-Rhin.

L'essor urbain s'explique par le développement des activités industrielles, commerciales et tertiaires. Alors qu'en 1871 la population urbaine ne s'élevait qu'à 35,8% du total, elle dépasse la moitié (51,2%) en 1910. Strasbourg a plus que doublé, sa population passant de 85 654 habitants en 1871 à 178 891 en 1910. Celle de Mulhouse passe de 52 892 en 1871 à 95 041 en 1910 et celle de Colmar de 23 700 à 44 000.

Il en résulte une véritable fièvre architecturale, dont Strasbourg constitue le modèle, à travers une extension qui augmente la surface bâtie de la ville de 230 à 614 ha.

1885-1911 : le raidissement

➤➤ 1885 : la lutte antifrançaise

Succédant en octobre au maréchal von Manteuffel, le Statthalter Chlodwig von Hohenlohe-Schillingsfürst, ancien ambassadeur en France, prend ses fonctions. Il inaugure une période de véritable répression, particulièrement active à partir de 1887 : actions de police, expulsions, procès politiques, dissolution des associations n'acceptant pas d'Allemands comme les chorales, les sociétés de Gymnastique ou les fanfares, imposition de passeports étrangers pour les sortants et les rentrants sur le territoire. En février 1887, aux élections du Reichstag dissous pour insubordination, victoire des protestataires et des champions de l'opposition contre les candidats gouvernementaux : Kablé est élu à Saverne, Lalance bat Jean Dolfuss à Mulhouse, Siffermann remplace Zorn de Bulach à Benfeld... Mais cette élection marque le chant du cygne de la protestation. Kablé meurt en août 1887 et de nouvelles élections ramènent Petri et Zorn de Bulach, députés gouvernementaux. À partir de 1888, le régime se durcit encore lorsqu'arrive au pouvoir Guillaume II, qui n'entend pas grand chose aux subtilités locales et renvoie Bismarck en 1890, marquant sa volonté de gouverner seul.

➤➤ 1893 : l'heure des gouvernementaux

Aux élections de 1893, net recul des protestataires qui n'obtiennent que 4 sièges : les abbés Landolin Winterer et Ignace Simonis, Joseph Guerber et Jacques Preiss ; les socialistes obtiennent 2 sièges avec Bueb et Bebel ; les « gouvernementaux » en obtiennent 5 : Zorn de Bulach à Erstein, Hoeffel à Saverne, Bostetter à Strasbourg campagne, Poehlmann à Sélestat et Alexandre de Hohenlohe-Schillingsfürst à Haguenau, ces deux derniers étant allemands. La chancellerie qualifie cette élection de « Bonne ». Mais le mouvement protestataire n'est par mort pour autant : il reçoit le renfort d'un militant de premier ordre : l'abbé Emile Wetterlé (1861-1931).

➤➤ 1897 : l'heure des Autonomistes

Une nouvelle génération d'hommes politiques apparaît, tenants de l'autonomisme alsacien : ce sont les Preiss, Hauss, Ricklin, Charles Spindler, Laugel, Stoskopf dont les idées trouvent un formidable écho, beaucoup plus dans l'opinion que dans les arènes politiques.

Hormis Wetterlé qui reste indéfiniment français, ces hommes vont accentuer le côté alsacien de la région pour mieux se détacher de l'emprise allemande, ne pouvant pas réellement s'exprimer en français. Le théâtre alsacien, « D'r Herr Mair », « l'Ami Fritz », le « Hans im Schnokeloc » deviennent des armes protestataires et forgent la mentalité alsacienne d'opposition...

La vie artistique et culturelle

»»» Une vie culturelle riche

Après l'annexion, la politique des autorités consiste à rétablir la culture germanique des Alsaciens et à les intégrer dans l'espace culturel allemand à travers une politique linguistique et scolaire. L'allemand devient la seule langue administrative, sauf dans quelques dizaines de communes francophones des vallées vosgiennes. Une politique de germanisation s'étend à divers secteurs de la vie courante : enseignes commerciales, toponymie et prénoms.

Le système scolaire est germanisé dans ses méthodes, son esprit et sa langue. L'enseignement primaire devient obligatoire dès 1871, c'est-à-dire dix ans plus tôt qu'en France, alors que la gratuité est proposée progressivement par les communes. L'enseignement secondaire, dispensé en allemand lui aussi, connaît un remarquable essor.

En 1872 est fondée une université impériale de haut niveau, installée dans un nouveau campus avec bâtiments neufs et fonctionnels et symbolisée par le Palais universitaire. Elle acquiert une grande notoriété scientifique et compte environ 2 000 étudiants en 1914. Elle devient une des toutes premières universités en Allemagne et bénéficie de nombreux maîtres de grande réputation, dont quelques-uns ont obtenu un prix Nobel. Mais le corps professoral, dans lequel les Alsaciens d'origine ne constituent qu'une petite minorité, demeure en marge de la société strasbourgeoise et de l'environnement régional.

La vie culturelle et artistique a connu deux décennies très calmes entre 1871 et 1890, en raison du départ de la majeure partie des élites en France. Le paysage littéraire est structuré par trois courants majeurs, chacun s'exprimant dans une langue spécifique, dont le choix est rarement neutre. Les publications en français restent en effet autorisées.

- Au début domine une **littérature d'expression française**, produite surtout à Paris par les optants, en particulier André Lichtenberger, poète et romancier, et Paul Acker, romancier. Les romans d'Erckmann-Chatrian, dont la publication se poursuit après 1870, animés d'un vif sentiment patriotique, voient leur impact renforcé. Édouard Schuré devient un défenseur passionné de l'Alsace française. Plusieurs écrivains français (Alphonse Daudet, René Bazin et Maurice Barrès) ont créé le « roman français de l'Alsace ». En Alsace le courant francophile est entretenu par la Revue alsacienne illustrée et Pierre Bucher, ainsi que par la satire et la caricature avec Henri Zislin et Hansi, auteur d'albums illustrés qui popularisent l'image naïve d'une Alsace tricolore et légendaire, inspirée par une germanophobie obsessionnelle.
- **La littérature d'expression allemande** n'a suscité qu'un seul nom d'envergure, Friedrich Lienhard (1865-1929), devenu le promoteur du mouvement « Heimatkunst. »
- Vers 1900 émerge une nouvelle génération soucieuse d'affirmer son alsacianité à la fois face à l'assimilation allemande et aux nostalgies du souvenir français. Elle suscite une importante **littérature en alsacien**, dans le domaine théâtral et en poésie avec les frères jumeaux Albert et Adolphe Matthis.
- En 1902 apparaît un **groupe de contestataires** lié aux grands mouvements littéraires de la modernité et opposé aux trois courants dominants. S'en détachent trois figures, qui ont publié en 1902 la revue « Der Stürmer », et qui font par la suite une brillante carrière littéraire : René Schickelé, Otto Flake et Ernst Stadler.

La presse a été brimée jusqu'en 1902 par le paragraphe dit « de la dictature », qui reprenait les termes de la loi française de 1849 sur « l'état de siège » et qui conférait au Statthalter le pouvoir de suspendre tout journal qui mettrait la sécurité en danger. Mais, après sa suppression, la presse a connu un développement extraordinaire.

En 1913, on compte 17 quotidiens et 26 hebdomadaires, dont au moins un dans chaque chef-lieu d'arrondissement (Kreis) avec un tirage de 249 400 exemplaires. Le niveau intellectuel est souvent élevé et l'ouverture sur les problèmes extérieurs remarquable.

Le besoin croissant de lecture entraîne un net développement des bibliothèques. À Strasbourg est fondée une bibliothèque universitaire et régionale, devenue, grâce à des directeurs dynamiques et des crédits substantiels, la première bibliothèque universitaire au monde en 1914. Une importante bibliothèque municipale est créée également à Strasbourg par Rodolphe Reuss. D'autres bibliothèques municipales se développent à Colmar, Sélestat et Haguenau. Dans les petites communes se multiplient les bibliothèques scolaires et paroissiales, tant protestantes que catholiques.

À Strasbourg le Théâtre municipal connaît à partir de 1890 un grand essor, ce qui lui permet d'offrir durant huit mois de 220 à 280 représentations, dont des pièces du répertoire français classique (Molière) et des représentations de Richard Wagner.

La musique est également bien représentée en Alsace. La période est marquée par l'influence grandissante de Richard Wagner, par la découverte de Jean-Sébastien Bach et par le succès des grands romantiques allemands.

À Strasbourg, la vie musicale est dominée par Franz Stockhausen, directeur du conservatoire et de l'orchestre municipal, qui fait connaître les grands noms des diverses écoles nationales et les musiciens français contemporains. Plusieurs chœurs sont créés, les uns profanes, les autres paroissiaux. Le chœur de Saint-Guillaume, en particulier, fondé par Ernest Munch, est devenu une véritable institution. L'Union catholique Sainte-Cécile voit le nombre de ses chorales dépasser les 400.

Les prix Nobel en Alsace

Sous le Reichsland, 5 savants qui ont étudié ou enseigné à l'université de Strasbourg ont obtenu le prix Nobel :

- Conrad Röntgen (1845-1923), prix de physique en 1901 (rayons X) ; En 1895, Conrad Röntgen réalise la première radiographie humaine au monde.
- Adolf von Bayer (1835-1917), prix de chimie en 1905 (synthèse de l'indigo) ;
- Paul Ehrlich (1854-1915), prix de médecine en 1908 (colorations vitales) ;
- Karl Ferdinand Braun (1850-1918) prix de physique avec l'Italien G. Marconi (télégraphie sans fil) ;
- Alfred Werner (1866-1919), prix de chimie en 1913 (chimie structurale minérale) ;
- Alphonse Laveran, prix de médecine en 1907 pour ses travaux sur le paludisme, est un ancien interne titulaire des hôpitaux de Strasbourg et un médecin militaire français, qui a quitté l'Alsace après 1870 et qui est devenu professeur à Paris.

L'Alsace a obtenu de nouveau trois prix Nobel après 1950 :

- Albert Schweitzer, prix de la paix en 1952 ;
- Alfred Kastler, prix de physique en 1966 ;
- Jean-Marie Lehn, prix de chimie en 1987.

➤➤ L'essor de la vie associative

Après 1880, l'Alsace connaît un essor extraordinaire des associations. L'impulsion en est donnée par l'abbé Cetty, curé à Saint-Joseph de Mulhouse, qui devient un modèle pour tout le diocèse. Les cercles comportent au plan récréatif des sections de sport, de musique, de chant et de théâtre. Les cercles d'hommes et de jeunes gens deviennent une remarquable structure de formation religieuse, professionnelle et politique des masses ouvrières catholiques. Ils organisent des fêtes et des soirées théâtrales très fréquentées et bénéficient de bibliothèques et de salles de lecture. Ils favorisent la cohésion communautaire tout en assouplissant la hiérarchie sociale.

De son côté, la social-démocratie crée des associations sportives, de musique et des coopératives. Enfin sont créées des associations neutres, tandis que dans les campagnes se multiplient les corps de sapeurs-pompiers et les ensembles de musique (harmonies et fanfares). C'est de cette époque que date cette intensité de la vie associative, qui demeure aujourd'hui une des spécificités régionales.

➤➤ Une vie artistique foisonnante :

L'essor urbain provoque une véritable fièvre architecturale destinée à imprégner le paysage urbain de la marque germanique, en particulier dans les nouveaux quartiers à Strasbourg, où l'on peut distinguer deux périodes :

- **Avant 1900**, les architectes s'inspirent des formes de la Renaissance italienne, puis du monumental germanique gothique et Renaissance pour les édifices publics édifiés autour de l'actuelle place de la République, ainsi que le Palais universitaire, l'église protestante Saint-Paul et l'hôtel des Postes.
- **Après 1900**, une nouvelle génération d'architectes se préoccupe davantage du respect du paysage urbain historique, et ce souci s'exprime notamment dans les Bains municipaux (1908) et l'église protestante de Koenigshoffen. Hors de Strasbourg, les principales réalisations sont des châteaux d'eau, des casernes, le musée de Haguenau et la restauration du Haut Koenigsbourg par Bodo Ehardt.

Avant 1890, les principaux artistes alsaciens travaillent à Paris. Jean-Jacques Henner (1829-1905) se spécialise dans le portrait et la nature morte, alors que Bartholdi acquiert la notoriété mondiale avec deux œuvres monumentales : La « Liberté éclairant le monde » à New York et « Le Lion de Belfort ».

La création en 1890 d'une « École municipale des arts décoratifs » permet à Strasbourg de devenir pour deux décennies un centre artistique vivant, en particulier à travers le cercle Saint-Léonard : on peut citer le peintre et marqueteur Charles Spindler, Gustave Stoskopf, à la fois peintre, poète, conteur et auteur comique, et Lothar von Seebach. En 1913, on recense à Strasbourg 49 peintres d'art.

Cette vitalité est propice aux musées. À Strasbourg, le musée des Beaux-arts est reconstitué après sa destruction lors du siège de 1870. À Mulhouse, la Société industrielle acquiert de nombreux tableaux et crée des musées spécialisés, tandis que la société Schongauer poursuit l'enrichissement du musée Unterlinden à Colmar.

➤➤ Les mutations religieuses

Le régime allemand maintient les structures religieuses en place, mais on voit apparaître un clivage national à l'intérieur de chaque confession. Chacune d'entre elles a tendance à s'appuyer sur la région pour mieux affirmer son identité, mais a perdu avec le départ des optants une partie de ses forces vives qu'elle ne retrouve que très partiellement avec l'arrivée de coreligionnaires allemands.

Le Kulturkampf (1872-1874) entraîne la fermeture temporaire des établissements scolaires catholiques et l'expulsion des jésuites en 1872. Durant plusieurs décennies, le clergé demeure attaché à la France et de nombreuses familles catholiques envoient leurs enfants en France pour qu'ils y acquièrent une formation et une culture françaises. Mais après 1890, avec la création d'une faculté de théologie catholique en 1902 et la politique anticléricale française de 1905, la jeune génération tend à se conformer au moule allemand, qui épargne à l'Alsace les lois françaises sur la séparation de l'Église et de l'État et une nouvelle confiscation des biens d'Église.

Les protestants connaissent un clivage complexe : les réformés, mus en partie par les industriels mulhousiens, et les libéraux, largement représentés par la bourgeoisie économique, demeurent résolument francophiles. Les deux figures emblématiques sont l'historien Rodolphe Reuss, qui quitte en 1896 l'Alsace pour éviter à ses fils le service militaire allemand, et Charles Gérold, pasteur à Saint-Nicolas et porte-parole de la cause française.

Face au régime allemand, l'intégration progresse indéniablement dans le corps social protestant, en particulier dans les paroisses rurales luthériennes et les milieux populaires, dont bien des membres s'élèvent socialement. Il est vrai que le régime favorise les protestants, surreprésentés parmi les fonctionnaires, les étudiants et les élèves de l'enseignement secondaire. Mais une attitude malthusienne entraîne une baisse de la natalité chez les protestants, qui voient leur poids démographique diminuer face aux catholiques dans les communes mixtes.

À l'inverse, le clergé catholique a le souci de créer une force politique pour résister à l'État à dominante protestante. Il crée le parti du Centre, solidement structuré, qui bénéficie d'une multitude d'associations fondées entre 1880 et 1914. Le clergé peut ainsi à la fois encadrer les fidèles et former des cadres politiques, syndicaux et associatifs. Il s'intéresse également aux caisses Raiffeisen dont il s'efforce de prendre le contrôle : en 1896, 55 prêtres président des conseils de surveillance, ce qui incite les protestants à fonder des caisses concurrentes, celles du « Revisionsverband ».

Sous l'influence de la sécularisation, le recrutement sacerdotal et pastoral tend à se tasser, à la différence des congrégations. En 1914, l'on recense 25 congrégations féminines et 12 masculines, 4 772 religieuses et 463 religieux. On note en outre un remarquable essor missionnaire, mais uniquement du côté catholique. Si la vitalité religieuse demeure forte en milieu catholique, notamment à travers les confréries, les pèlerinages et l'imagerie religieuse, en milieu protestant urbain en revanche les liens avec les paroisses tendent à se relâcher.

Face aux mutations sociales, les deux Églises s'ouvrent nettement aux questions sociales. Les protestants privilégient l'engagement caritatif : création d'hôpitaux, du collège du Bon Pasteur, lutte contre l'alcoolisme et la prostitution, réinsertion sociale. Du côté catholique, l'abbé Cetty initie le catholicisme social, favorable à une intervention législative de l'État pour protéger l'ouvrier dans son travail. Le clergé multiplie les initiatives et contribue au développement d'un puissant syndicalisme chrétien sous l'impulsion des abbés Haegy et Cetty.

La musique religieuse connaît un véritable apogée. Ernest Munch fonde le chœur de Saint-Guillaume qui réhabilite les oeuvres de Bach, des cantates et surtout une Passion chaque Vendredi Saint. Le jeune Albert Schweitzer s'impose comme un talentueux organiste de Bach. Les chorales d'église se multiplient grâce à Friedrich Spitta, qui publie un remarquable recueil de cantiques. Le mouvement de construction se poursuit avec l'édification de près de 150 églises catholiques, surtout en néo-roman et néo-gothique, et 72 églises protestantes, surtout en néo-gothique.

Mais les rapports confessionnels continuent à être vécus en termes de pouvoir. Les lieux oecuméniques demeurent dans ce contexte encore rares et ponctuelles, bien que l'on voit apparaître, dans certaines communes mixtes, des cérémonies festives partagées.

La communauté judaïque a été sensiblement renouvelée. Plus du quart de ses membres ont quitté l'Alsace en 1872. Ils sont remplacés par des juifs allemands, composés surtout de négociants, membres de professions libérales et universitaires qui renforcent ainsi la bourgeoisie urbaine, alors que les communautés rurales se réduisent peu à peu.

1911-1914 : vers la guerre

Entre 1911 et 1914, le problème de l'appartenance nationale se pose d'une façon cruciale sous la pression des militaires, en particulier à l'occasion de l'affaire de Saverne, lorsqu'un jeune lieutenant prussien a qualifié de Wackes (voyou) les recrues alsaciennes, ce qui a suscité une vive émotion dans l'opinion (1913).

Après avoir abrogé en 1902 l'article de l'état de siège permanent concernant la dictature en Alsace Lorraine (le Statthalter se voit retirer ses pouvoirs illimités), La Diète fédérale et le Parlement de Berlin votent le 31 mai une nouvelle constitution pour l'Alsace-Lorraine qui se traduit par un régime de « liberté surveillée » : un Landtag remplace la « Délégation d'Alsace-Lorraine » : l'Alsace reste « Terre d'Empire » sur laquelle l'empereur exerce l'autorité suprême au nom du Reich. Les deux assemblées de Berlin perdent leur tutelle et le pouvoir législatif est transféré à un Landtag formé de deux chambres. La première comporte 42 membres : 18 nommés par l'empereur, 18 nommés par les corps constitués professionnels (Églises, Chambre de commerce, Université...) et 6 élus. La seconde comporte 60 membres élus pour 5 ans au suffrage universel.

Les deux Chambres peuvent légiférer et voter le budget, mais les décisions doivent être prises à l'unanimité et obtenir l'aval de l'empereur. L'Alsace-Lorraine sera enfin représentée à la Diète de Berlin (Bundesrat) par trois délégués désignés par le Statthalter.

Pour Wetterlé et son mouvement, « Nous sommes roulés... ». Pour les autonomistes centristes de l'abbé Haegy, c'est une semi-liberté perfectible. Pour les Allemands, c'est un cadeau princier... Aux élections d'octobre de cette diète, il y a 184 candidats pour 60 sièges : La participation est de plus de 80 %. L'Alsace désigne 40 délégués : c'est une victoire pour les centristes de Haegy avec 19 élus ; les sociaux démocrates ont 11 élus, les libéraux 9. L'Union Nationale des Alsaciens-Lorrains, mouvement protestataire créé par Wetterlé le 29 juin, subit un cuisant échec avec un seul élu de justesse au second tour, l'abbé Wetterlé. Le docteur Ricklin est élu président de la chambre.

Le lieutenant baron von Forstner du 99^e régiment de Grenadiers stationné au château Rohan de Saverne avait l'habitude de traiter les recrues alsaciennes du régiment de « Wackes » (Voyou, vaurien, filou...) et d'insulter le drapeau français. L'affaire est ébruitée et très rapidement elle s'empare de l'opinion publique, cristallisant non seulement la colère des Savernois, mais celle des Alsaciens et des Français.

À Saverne la tension monte entre Allemands et Alsaciens, d'autant plus que Reuter, commandant militaire fait tout pour la maintenir. Finalement le Kaiser lui-même s'en mêle et pour calmer tout le monde fait muter le 99^e grenadier à Bitche. Cette affaire est révélatrice de la tension qui subitement monte entre Alsaciens et occupants, alors que s'approche le spectre de la guerre.

La Première Guerre Mondiale

La déclaration de la guerre entraîne l'investissement de l'autorité militaire prussienne des pleins pouvoirs. Le 31 juillet 1914 la Constitution est suspendue, et l'état de siège décrété. La guerre devient vite une boucherie d'une ampleur inconnue jusqu'alors. Les Alsaciens présents sur le sol français au

moment de la déclaration de guerre et n'ayant pas la nationalité française sont arrêtés et placés en camp de concentration. Ce sera le cas pour un alsacien célèbre : Albert Schweitzer, futur prix Nobel de la paix.

Les Alsaciens sont déchirés entre les deux camps, les troupes allemandes les traitant de « Franzosekopf », « têtes de Français » et les troupes françaises de « sales boches ».

»»» Entre deux feux...

La Première Guerre mondiale constitue pour les Alsaciens une épreuve plus douloureuse qu'ailleurs, car on trouve des Alsaciens dans les deux camps. 250 000 Alsaciens-Mosellans nés entre 1869 et 1900 sont enrôlés dans l'armée allemande. Ils acceptent leur sort par loyalisme, mais sans exaltation patriotique, car ils n'éprouvent pas d'hostilité violente envers la France. Très vite ils deviennent suspects dans de nombreux corps, ce qui amène le haut commandement en mars 1915 à les transférer sur le front russe. Leur sort est d'autant plus amer qu'à leur retour la plupart sont accueillis avec méfiance, exclus des fêtes organisées en l'honneur des troupes françaises et incompris des nouveaux compatriotes.

Dans le camp français, on relève 17 000 Alsaciens volontaires dont plus de 3 000 passés en France fin juillet 1914 (Hansi, Zislin).

Quant aux civils, ils sont considérés comme suspects par les deux parties : ce sont des « Franzosenköpfe » (têtes de Français) pour les Allemands hantés par une psychose de l'espionnage, des « sales Boches » pour les Français.

»»» La dictature militaire

L'Alsace est soumise à une dictature militaire qui se traduit par des internements, des proscrits, des perquisitions et une germanisation systématique de tous les toponymes. Une partie de la Haute Alsace est évacuée, ce qui représente une cinquantaine de villages (près de 60 000 réfugiés) du côté allemand, une vingtaine de villages (10 000 personnes) du côté français.

Cette politique autoritaire mène progressivement la majorité de la population de la résignation à l'amertume, puis à la détestation de tout ce qui a trait à l'autorité impériale. Début novembre 1918, alors que les forces militaires terrestres allemandes sont au bord de l'effondrement, l'État Major décide de lancer un dernier baroud d'honneur avec la Kriegsmarine, la marine de guerre allemande dans laquelle servent près de 16 000 Alsaciens-Lorrains.

»»» Les opérations militaires

Les deux premiers tués du conflit, coté allemand et coté français, l'on été sur la frontière, du côté de Belfort, à Joncherey : le sous-lieutenant Camille Mayer, un alsacien né à Illfurth tué le 2 août 1914 en même temps que le caporal français André Peugeot, originaire d'Etupes, dans le territoire de Belfort.

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Dès le 5 août, déboulant par la vallée de la Thur, l'armée française de Bonneau se rue sur Mulhouse, prise le 8 août, malgré un semi échec sur Altkirch où l'artillerie allemande arrête une division de cavalerie progressant vers Huningue. Les Allemands de Diemling contre-attaquent, reprennent Mulhouse le 10 août, obligeant Bonneau à se retirer sur Thann.

Le 14 août, le général Pau lance simultanément deux offensives sur l'Alsace : la première par la trouée de Belfort, la seconde par les principales vallées Vosgiennes : Thann, Guebwiller, Munster, Sainte-Marie, Urbès, Steige, Schirmeck. Dès le 14, les Allemands sont défaits à Saint-Blaise et évacuent la vallée de Schirmeck. Le 19 les combats font rage à Altkirch où tombe Plessier, le premier général

français tué au combat, à Dornach, Flaxlanden, Luemswiller. Les Allemands reculent et Pau entre à Mulhouse puis à Colmar.

Mais la bataille de Sarrebourg est perdue par le général Castelnau. Pau fait évacuer la Haute Alsace le 24 août alors que la « Kaiser Wilhelm Feste » de Mutzig empêche toute avancée française dans la vallée de la Bruche. Les Allemands reviennent sur leurs positions antérieures, et seules la région de Dannemarie et les vallées de Masevaux et de Saint-Amarin restent aux Français. Thann est déclarée capitale provisoire de l'Alsace française.

L'année 1915 voit de terribles et inutiles combats sur les sommets vosgiens, à la Tête-des-Faux, au Linge et au Hartmannswillerkopf (Vieil-Armand). Puis le front connaît un calme relatif jusqu'en 1918.

La bataille de la Tête des Faux

Dominant le village du Bonhomme et son col au sud-ouest, la Tête des Faux (1 220 m) fait l'objet de l'attention du haut État Major Français... et de l'artillerie allemande. Il permet en effet de descendre vers Colmar par la vallée de la Weiss. Les Allemands le savent bien qui installent sur le sommet de la Tête des Faux, à 2 km à vol d'oiseau du col, un poste d'observation et d'artillerie.

Le 8 septembre 1914, leur artillerie pulvérise l'état major du général Bataille. Les français décident alors de la prise de la Tête. Le 2 décembre 1914 un bataillon d'infanterie et de chasseurs prennent le sommet et s'y retranchent. Les Allemands contre-attaquent dans la nuit du 24 décembre, prennent la première ligne, mais sont repoussés. Second assaut le 21 février 1915, mais sans succès. Les positions ne varieront plus malgré de nombreuses escarmouches.

La bataille du Linge

Sur le territoire de Hohrod se situent trois hauteurs pour la conquête desquelles la guerre va sacrifier plus de 20 000 hommes lors des combats de l'année 1915 : L'état major Français décide la prise de Munster... et préalablement celle des sommets dominant le cirque au fond duquel est blottie la ville. Sommets que les Allemands ont fortifiés par un réseau de tranchées bétonnées, fortins et abris.

Avril 1915 : une première tentative française échoue. En juin, l'offensive se concentre sur Metzeral et Sondernach dont les ruines sont occupées par la 47^e division d'infanterie au prix de la perte de 6 800 hommes. Munster est à la portée de Français. Mais l'État Major veut la prise de la ville par les hauteurs nord : le Lingekopf, le Schratzmaennele et le Barrenkopf.

Le 20 juillet 1915 les chasseurs français partent à l'assaut en quatre vagues, mais sont repoussés dans leurs tranchées de départ le 23 juillet. Le 24 juillet, nouvel assaut dans la boue et la brume : la crête est enlevée. Dans la nuit les Allemands préparent la contre-offensive et le lendemain soir ils reprennent le Lingekopf ; le 27 les Français abandonnent le Barrenkopf, trop exposé.

Joffre n'entend pas rester sur cet échec. Il ordonne la reprise de la crête coûte que coûte. Les chasseurs repartent. La lutte est dantesque, souvent au corps à corps. Entre les lignes, les cadavres s'amoncellent au point qu'il faut les arroser de phénol pour combattre l'insoutenable puanteur. Dans la seule journée du 4 août, plus de 40 000 obus sont tirés, ensevelissant morts et vivants. Les chasseurs s'épuisent. Le 7 août la Landwehr Bavaroise contre-attaque alors qu'un canon Krupp bombarde l'état major français à l'Altenberg, près de la Schlucht. Mais Joffre veut un succès décisif. Le 18 août, les chasseurs repartent et prennent la crête du Schratzmaennele. Ce n'est pas suffisant : le Q.G. ordonne de continuer. Nouvel assaut le 26 août sous un déluge de pluie et d'obus... pour de si maigres résultats que le général Maud'hui stoppe le carnage.

En 36 jours, les chasseurs ont perdu 9 600 hommes. Autant côté adverse. Les Allemands vont profiter de la lassitude française... Le 31 août, une terrible contre offensive est déclenchée utilisant lance-

flammes, gaz de combat et aviation, qui aboutit le 9 septembre au décrochement des Français... L'horreur atteint son comble. Début octobre une dernière offensive allemande rétablit en 15 jours le front tel qu'il se présentait avant l'offensive française. Plus question de prendre Munster. L'erreur du Haut Commandement aura coûté des milliers de vies. Le silence se referme sur le « Tombeau des chasseurs ».

Le Hartmannswillerkopf, « Vieil Armand »

Dominant le village et la plaine de ses 956 m, le Hartmannswillerkopf (HWK ou « Vieil Armand », surnom donné par les Français, le mon allemand étant imprononçable) est utilisé fin 1914 par les chasseurs alpins français pour observer la plaine alors allemande, et particulièrement l'entrée de la vallée de Thann. Pour les Allemands, il s'agit d'enlever ce promontoire. Cette petite opération va devenir une pure affaire de prestige militaire et coûter des milliers de vies.

Le 18 janvier 1915 les Allemands montent à l'assaut et le 22 bousculent les Français, prenant le sommet et le col du Silberloch. Immédiatement ils fortifient leur conquête de bunkers, tranchées et barbelés. Le 24 février, une première contre-attaque française échoue. D'autres lui succèdent et le 23 mars le sommet est repris par les Français qui refoulent 4 contre-attaques et rabattent les Allemands sur le flanc est de la montagne. Le 19 avril, après une terrible préparation d'artillerie, les Allemands réoccupent leurs positions. Morts et blessés jonchent le sol par milliers.

Le 21 décembre 1915, les Français reprennent le sommet et refoulent leurs ennemis jusqu'à mi pente, vers la vallée. Le sort de la bataille semble joué. Il n'en est rien : le 22 décembre les Allemands jettent dans la contre-attaque toutes les forces dont ils disposent dans le secteur. Après une terrible préparation d'artillerie, ils reprennent le terrain perdu la veille. Le front se stabilise autour du sommet, transformé en no man's land. Le combat s'arrête le 9 janvier 1916. Il aura fait plus de 60 000 victimes, pour un champ de bataille guère plus grand que 6 km²...

»» La fin du conflit

Les pertes ont été énormes. Epuisés par quatre années de guerre, le 3 Novembre les marins se mutinent à Kiel, rejoints de suite par les ouvriers du port. L'infanterie ne peut contenir l'assaut et la mutinerie s'étend. Lübeck tombe le 5 novembre, Hambourg le 6. Depuis ces villes, des milliers de marins armés embarquent dans des trains bondés pour toute l'Allemagne. Dans tout l'Empire les marins mutinés font tomber une à une les villes, aidés par les garnisons qui se joignent à eux. Le 9 Novembre, l'empereur annonce son abdication. Sur le toit du Reichstag flotte le drapeau rouge. Dans la nuit du 9 au 10 novembre, le premier train de marins mutinés passe le pont de Kehl et arrive en gare de Strasbourg. La garnison de la gare est de suite maîtrisée. D'autres trains arrivent. La gare se transforme en bivouac géant. À 6 heures, le commandement militaire de la Place Kléber se rend. La république libre d'Alsace-Lorraine est proclamée dans toute la ville. Les autres villes alsaciennes suivent.

L'entrée des troupes française à Strasbourg dans un enthousiasme indescriptible met brutalement fin au régime des soviets.

250 000 Alsaciens et Lorrains ont été mobilisés dans l'armée allemande, généralement sur le front russe. Les Alsaciens-Lorrains déplorent 50 000 soldats tués et 150 000 blessés.

